

**Allocution de Dr Hala Helmy AL-SAEED**  
**Ministre du Plan et du Développement économique,**  
**Gouverneure de la BID pour la République arabe d'Égypte**

**À la cérémonie d'ouverture de la 46<sup>ème</sup> Réunion annuelle  
du Groupe de la Banque islamique de développement**

**Tachkent - République d'Ouzbékistan**

**1-4 septembre 2021**

Son Excellence M. Sardar Omar ZAKOUF, Vice-Premier ministre et Ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur de la République d'Ouzbékistan, Président du Conseil des Gouverneurs de la BID,

**Son Excellence Dr Muhammad bin Suleiman AL JASSER, Président du Groupe de la Banque islamique de développement,**

**Excellences Messieurs les Gouverneurs et Gouverneurs suppléants,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Honorables invités,**

Il m'est agréable, tout d'abord, d'exprimer mes vifs remerciements et ma gratitude au Président, au Gouvernement et au peuple de la République sœur d'Ouzbékistan pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse dont nous avons été entouré et pour avoir bien voulu accueillir nos réunions aujourd'hui et avoir tenu à organiser cet événement important en coopération avec la direction de la Banque islamique de développement, en dépit des circonstances internationales défavorables et des changements survenus dans la foulée des répercussions de la crise de la pandémie de Covid-19. Nous adressons nos vœux les plus sincères de progrès et de prospérité pérennes à nos frères et sœurs d'Ouzbékistan. Nous remercions également la direction de la Banque et tous ceux qui ont participé à la bonne préparation et à l'excellente organisation des réunions du Conseil des Gouverneurs de cette année.

Je ne saurais manquer d'adresser mes chaleureuses félicitations à S. E. Dr Muhammad bin Suleiman AL JASSER à l'occasion de son entrée en fonction en qualité de Président du Groupe de la Banque islamique de développement (BID). Nous lui souhaitons plein succès dans la conduite des affaires du Groupe de la BID dans la phase à venir, vers un plus grand succès et le renforcement de son rôle efficace dans le développement. En outre, nous tenons à ce que soient consignés nos remerciements à l'endroit du président sortant du du Groupe de la BID, Dr Bandar bin Hamza HAJJAR, pour les efforts tangibles qu'il a consentis durant son mandat, en lui souhaitant nos meilleurs vœux de succès.

**Mesdames et Messieurs**

Nous nous réunissons aujourd'hui à un moment où le monde entier, au cœur duquel se trouve notre Oumma islamique, connaît des mutations politiques, économiques et sociales rapides et très délicates, lesquelles ont pesé sur les besoins et les défis de développement dans divers pays, en particulier les pays membres du Groupe de la BID. Nous devons tous reconnaître les difficultés que le monde traverse actuellement, avec une crise aggravée toujours en cours, induite par la pandémie de Covid-19 et l'apparition de nouveaux variants de ce virus. Cette crise a frappé l'économie mondiale de plein fouet et l'a plongée dans une phase de récession sans précédent, dont la gravité et les répercussions économiques, sociales et sanitaires ont dépassé toutes les crises précédentes que le monde avait connues, en raison des effets de la récession économique, de la suspension des activités économiques dans de nombreuses régions, et de l'émergence de nombre d'autres défis

économiques, au premier rang desquels figurent les défis associés à l'augmentation des taux de pauvreté, ainsi que ceux liés à la fourniture du financement nécessaire aux programmes de protection sanitaire et sociale et à divers programmes de développement.

La flambée de la pandémie à coronavirus a fait en sorte que les pays en développement souffrent d'un déficit de financement de 1 000 milliards de dollars dans les dépenses publiques consacrées aux mesures de reprise de la Covid-19, par rapport aux montants dépensés dans les pays développés. S'y ajoute un déficit de financement nécessaire en 2020, soit 1700 milliards de dollars, pour maintenir ces pays sur la bonne voie de la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, ce qui s'est traduit par une baisse significative de l'indice de développement humain et ce, pour la première fois depuis le début de sa mesure en 1990. Par conséquent, la question du financement et de la mobilisation des ressources pour le développement reste l'un des déterminants les plus importants de l'étendue de la capacité des pays à aller de l'avant dans la mise en œuvre des programmes et projets de développement durable. Aussi est-il nécessaire d'intensifier le travail et d'établir des partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les institutions financières régionales et internationales pour répondre aux besoins de financement croissants.

À cet égard, nous voudrions féliciter le Groupe de la BID pour la rapidité avec laquelle il a réagi à cette crise grâce à un partenariat de développement fructueux avec un grand nombre d'organisations et d'institutions internationales. En effet, la Banque a mis en place le Programme stratégique de préparation et de riposte, avec un financement de 2,3 milliards de dollars, qui vise à soutenir les efforts des pays membres pour prévenir les répercussions du coronavirus, tant au niveau de la préparation et de la réponse aux urgences sanitaires que du soutien à la relance des secteurs économiques. Cette initiative est extrêmement importante pour tous les pays membres, d'autant plus que la plupart de leurs secteurs économiques, et au premier chef le secteur de la santé, ont été profondément affectés.

À la lumière de ce qui précède, nous appelons le Groupe de la BID, qui se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses activités de développement, à poursuivre ses efforts et à continuer de travailler à travers l'approche participative qu'il adopte, et que nous considérons comme étant l'approche optimale. De même, elle doit continuer à coopérer avec les institutions financières membres du Groupe de coordination arabe et d'autres institutions financières régionales et internationales, afin de fournir un financement conjoint pour couvrir les énormes besoins de financement découlant des efforts déployés par les pays membres pour faire face aux répercussions économiques et sociales de la crise induite par la pandémie à coronavirus. En outre, elle doit poursuivre d'autres projets de développement, en particulier les projets d'infrastructure nécessaires pour réaliser la

connectivité régionale, faciliter les échanges intracommunautaires et les investissements conjoints entre les pays membres et atteindre une croissance durable.

### **Mesdames et messieurs,**

L'État égyptien travaille dur pour parvenir à un développement global et durable grâce à une stratégie nationale ambitieuse représentée dans la Vision 2030 de l'Égypte, laquelle est conforme aux trois dimensions de développement des Nations Unies, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale. L'État continue également d'achever avec succès la mise en œuvre du Programme national de réforme économique et sociale, que l'Égypte a lancé en novembre 2016. Ce programme comprend des mesures de réforme structurelle de certains secteurs, notamment le secteur de l'énergie, et diversifie la structure de production en stimulant les secteurs qui génèrent de la valeur ajoutée, crée des opportunités d'emplois décentes et productifs et entretient une forte interconnexion avec le reste des secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, les communications et les technologies de l'information. Le programme prévoyait également la réalisation de nombreuses réformes législatives et institutionnelles en promulguant un ensemble de lois et de textes législatifs qui visent tous à simplifier les procédures de création d'entreprises et à encourager le secteur privé à participer à l'exécution de projets. Par ailleurs, l'État égyptien cherche à stimuler les investissements du secteur privé et à réaliser à une croissance durable, en intensifiant les investissements publics dans les projets d'infrastructure de meilleure qualité et en mettant en œuvre plusieurs grands projets nationaux à impact économique et social.

Les sérieuses réformes économiques mises en œuvre par l'État égyptien ces dernières années et l'expansion des réseaux et programmes de protection sociale ont favorisé un boom positif de l'économie égyptienne, qui a été salué par les institutions internationales, et ont renforcé sa résilience face à la pandémie à coronavirus. Avant cette crise, le taux de croissance moyen était de 5,6% au premier semestre 2019 /2020, le taux de chômage était tombé à moins de 8% et le taux d'inflation moyen avait reculé à son plus bas depuis près de 15 ans.

La crise née de la Covid-19 a imposé à tous les pays du monde d'agir avec diligence pour faire face à la pandémie et se remettre de ses répercussions, ainsi que de redoubler d'efforts pour poursuivre la réalisation des Objectifs de développement durable. Dans ce contexte, l'État égyptien a réagi rapidement en adoptant des politiques proactives, fondées sur un plan clairement formulé et bien pensé, réalisant un équilibre entre la préservation de la santé du citoyen et la garantie de ses droits fondamentaux, et la poursuite de la relance de l'activité économique, en ciblant tous les groupes et secteurs touchés afin d'atténuer les effets de la pandémie, y compris l'application de politiques monétaires et financières incitatives pour les soutenir.

L'Égypte s'est également efforcée à réorganiser ses priorités à la lumière de la pandémie, en se concentrant sur l'investissement dans le capital humain et l'augmentation des

allocations aux secteurs de la santé et de l'éducation. Elle a également accordé une attention aux secteurs flexibles et capables de se redresser rapidement, ainsi qu'aux secteurs prometteurs qui représentent un pilier fondamental pour stimuler une croissance inclusive et durable, comme les communications et les technologies de l'information, l'industrie manufacturière, l'agriculture et les PME. De surcroît, elle a mis l'accent sur l'intégration du secteur informel, le renforcement de l'inclusion financière, l'appui à l'infrastructure numérique pour promouvoir la transformation numérique, ainsi que l'expansion des projets d'énergies nouvelles et renouvelables et la relance verte.

### **Mesdames et messieurs,**

Nous sommes pleinement conscients que les résultats positifs et les indicateurs que nous avons obtenus ne sont que le début d'un long processus de travail soutenu, mais nous sommes fermement déterminés à aller de l'avant pour parachever ce processus. Nous sommes également conscients que tous ces résultats n'auraient pu être réalisés sans le partenariat efficace entre toutes les parties que sont le gouvernement, le secteur privé, la société civile, ainsi que les collectivités locales, régionales et les institutions financières internationales, au premier rang desquelles le Groupe de la BID. L'Égypte, qui est fière d'être un membre fondateur de la Banque islamique de développement, s'enorgueillit aussi de son partenariat de développement privilégié avec le Groupe de la BID, sur quatre décennies et demie, lequel partenariat a donné lieu, à date, au financement de 344 projets d'une valeur de plus de 13 milliards de dollars des États-Unis., dont 292 projets achevés et 56 projets en cours. D'un montant de 3 milliards de dollars, ces projets couvrent divers domaines de développement dont les plus importants sont les secteurs de l'énergie, de l'infrastructure, de l'industrie, de la finance, de l'agriculture, de la santé et l'éducation. Les deux parties œuvrent à la poursuite de cette coopération fructueuse et ce partenariat efficient, qui s'est vu renforcer avec la création du Bureau régional du Groupe de la BID au Caire. Ce Bureau régional donne une forte impulsion aux activités de la BID et soutient le rôle de développement des institutions membres du Groupe, non seulement en Égypte, mais aussi dans les pays voisins arabes et africains.

Pour conclure, je voudrais renouveler mes remerciements et ma gratitude au Groupe de la BID pour la bonne préparation et l'excellente organisation de ces réunions. Je réitère en outre mes remerciements et ma reconnaissance à la République sœur d'Ouzbékistan pour avoir accueilli nos réunions aujourd'hui. Je vous souhaite à tous plein succès.

Wassalamou alaikoum wa rahmatoullahi wa barakatouhou.